

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)

Alan Benjamin (États-Unis)

Colia Clark (États-Unis)

Constantin Cretan (Roumanie)

Berthony Dupont (Haïti)

Ney Ferreira (Brésil)

Daniel Gluckstein (France)

Rubina Jamil (Pakistan)

Apo Leung (Chine)

Gloria Gracida (Mexique)

M.A. Patil (Inde)

Mandlenkosi Phangwa (Azanie)

Klaus Schüller (Allemagne)

Jung Sikhwa (Corée)

John Sweeney (Grande-Bretagne)

Mark Vassilev (Russie)

Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie,

Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire,

Équateur, États-Unis, France,

Grande-Bretagne, Grèce,

Haïti, Hongrie, Inde, Irlande,

Islande, Italie, Mali, Mexique,

Pakistan, Pérou, Philippines,

Portugal, République tchèque,

Roumanie, Russie, Rwanda,

Sénégal, Suède, Suisse, Togo,

Tunisie, Turquie, Ukraine,

Venezuela, Zimbabwe.

ÉTATS-UNIS
La résurgence du mouvement ouvrier, Bernie Sanders, le DSA-Democratic Socialists of America (les Démocrates Socialistes d'Amérique) et le combat pour une politique ouvrière indépendante aujourd'hui.

Interview d'Alan Benjamin, membre de la rédaction de *The Organizer* (1^e partie)

Question : On a beaucoup parlé ces derniers mois d'une résurgence du mouvement ouvrier aux États-Unis. Que peux-tu nous en dire ?

Alan Benjamin : Aucun doute là-dessus, il y a une montée de la classe ouvrière. En février 2018, une vague de grèves des enseignants a surgi dans ce qu'on appelle les États « rouges » (le rouge est la couleur du Parti républicain – ndlr), de Virginie-Occidentale, de l'Oklahoma, du Kentucky, de l'Arizona – tous des États où la loi sur le « droit au travail » rend illégales les grèves dans le secteur public. Les enseignants ont cessé le travail – avec le soutien massif des parents et de la population – pour exiger non seulement l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail, mais également une augmentation du budget de l'enseignement public et que soit mis fin au démantèlement de l'école publique et à sa privatisation par le biais des « charter schools ».

Les enseignants de la plupart de ces « États rouges » ont gagné. La « révolte des États rouges » a inspiré des grèves similaires organisées par les syndicats à travers tout le pays : en mai, plus de 50 000 travailleurs des campus des dix universités de Californie se sont mis en grève pour une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. L'Association des infirmières de Californie a organisé une grève de solidarité, défiant l'interdiction de telles grèves par le *NLRB* (Bureau national des relations sociales).

La riposte de la classe dirigeante fut rapide. Le 27 juin 2018, alors même que le mouvement ouvrier retrouvait une vigueur nouvelle devant ces victoires, la Cour suprême des États-Unis adoptait un arrêt dans le conflit « *Janus versus AFSCME* » (1) portant un coup majeur à la capacité des syndicats dans le secteur public à financer leurs activités par les cotisations des adhérents. L'objectif des patrons, relayé par la Cour suprême, était d'écraser le mouvement syndical une bonne fois pour toutes.

Mais cet arrêt n'a pas empêché les enseignants et d'autres secteurs syndicaux d'approfondir leur combat de résistance. En fait, sa seule conséquence a été de réveiller le géant endormi. Les militants syndicaux dans tout le pays ont appris de l'exemple des grèves des enseignants des « Red States » que, quand les travailleurs et les syndicats utilisent leur puissance collective, ils peuvent gagner.

À l'automne 2018 plus de 7 000 employés de la chaîne des hôtels Marriott ont battu le pavé dans huit villes à travers tous les États-Unis pour

exiger un salaire qui permette de vivre, la fin de l'externalisation et l'amélioration des conditions de travail. Après deux mois de bataille acharnée contre *Marriott International*, aujourd'hui la première chaîne hôtelière du monde, les employés hôteliers ont obtenu satisfaction sur la majeure partie de leurs revendications.

Cette renaissance du mouvement ouvrier a également fait un grand pas durant les premiers mois de 2019, lorsque des dizaines de milliers d'enseignants de Los Angeles et d'Oakland, en Californie – un État « bleu » cette fois, c'est-à-dire démocrate –, ont cessé le travail pour demander une convention collective correcte et que soit mis un terme au processus de privatisation via les « charter schools » imposé par les dirigeants du Parti Démocrate. Leur détermination à ne pas reprendre le travail aussi longtemps que nécessaire a contraint l'administration scolaire et les dirigeants de l'État de Californie à revenir à la table des négociations et à céder sur la plupart des demandes des syndicats, même si ce n'est pas sur toutes.

Une autre expression claire de ce nouvel état d'esprit de combat du mouvement ouvrier a été l'appel de Sara Nelson en janvier 2019 à une grève nationale pour mettre un terme au « *shutdown* » (2) des services publics organisé par l'État fédéral durant 35 jours – le plus long de l'histoire des États-Unis –, forçant 800 000 fonctionnaires à travailler sans salaire et sans aucun recours. L'appel de Sara Nelson, présidente du syndicat des personnels des transports aériens (AFA-CWA), a été perçu comme un signal d'alarme dans les allées du pouvoir et a abouti à la levée immédiate du shutdown par l'administration Trump.

Cette montée de l'activité militante dans le mouvement ouvrier a à son tour encouragé les efforts des syndicats pour organiser les travailleurs dans le secteur public et dans d'innombrables autres secteurs de l'industrie – du combat de l'ILWU pour organiser les travailleurs de la brasserie industrielle Anchor Steam à San Francisco, à celui de la BMW-EIBT pour organiser les cheminots de la côte Est, à celui des chauffeurs d'Uber dans la Silicon Valley. Le nombre de syndiqués n'a pas baissé, comme on s'y attendait, il a augmenté. .../...

(1) Conflit opposant le syndicat national des travailleurs territoriaux (American Federation of State, County and Municipal Employees) à Mark Janus

(2) Shutdown : blocage du paiement des salaires des fonctionnaires quand le Congrès ne vote pas le budget d'État nécessaire.

Autre signe des changements en cours dans le mouvement ouvrier, c'est le vote par l'un des syndicats traditionnellement les plus conservateurs – celui des peintres en bâtiment et associés (IUPAT) – d'une résolution qui condamne tant les raids de l'ICE (services de l'immigration) que la déportation de 680 travailleurs migrants des élevages de poulets du Mississippi et les assassinats racistes de travailleurs latinos et leurs familles à El Paso (Texas), lors de son congrès national en août dernier.

Cette résolution de l'IUPAT affirme notamment : « *Les raids de l'ICE et l'attaque suprémaciste blanche qui a tué 22 personnes sont tous deux des actes de terreur contre les travailleurs. Dans le mouvement ouvrier, nous savons que la solidarité entre les travailleurs de différentes origines et la solidarité de classe sont ce qui permet de faire avancer les droits des travailleurs dans ce pays ; nous ne laisserons aucun milicien privé, garde-frontière, politicien, gouvernement ou patron nous diviser* »

Une autre expression de cette résistance croissante, c'est le développement au sein même du mouvement ouvrier de la campagne ouvrière « *for Single-Payer Healthcare* » (pour un système de sécurité sociale fondé sur le salaire différé). En dépit du refus du président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, de soutenir cette campagne, un nombre croissant de syndicats se prononcent pour le « *Single Payer Now* (maintenant) » et beaucoup organisent des coalitions syndicales avec des associations populaires pour organiser cette campagne. (Trumka explique qu'on aura « *au final* » besoin d'un tel plan mais qu'entre-temps il faut une « *approche transitoire* » protégeant les systèmes actuels qui résultent de négociations entre les syndicats et les employeurs ou bien ceux qui ont été construits par les fédérations syndicales et sont financés par elles.

L'Assemblée des Travailleurs du Sud (SWA) qui réunit des organisations syndicales et populaires dans le sud des Etats Unis en donne un exemple. Le SWA explique ainsi sa campagne : « *Le SWA considère qu'en mettant en place un mouvement, dirigé par les travailleurs du Sud, pour le Single Payer (Medicare for All), il peut gagner à notre mouvement des travailleurs non syndiqués et construire dans le sud, une organisation sur le lieu de travail au travers de comités sur les entreprises.* »

Question : Cette vague de grèves et de mobilisations syndicales trouve-t-elle une expression sur le plan politique et si oui laquelle?

Alan Benjamin : Oui, les formes en sont multiples. L'une des plus significatives est, à mon avis, le lancement par Bernie Sanders – qui présente sa candidature aux primaires du Parti Démocrate – de ce qu'il appelle le *Workplace Democracy Act* (loi pour la démocratie sur les lieux de travail), pour, dit-il, « *doubler le nombre de syndiqués dans les quatre prochaines années* ». On s'en doute : la

direction du Parti Démocrate se contentera d'approver du bout des lèvres tel ou tel aspect de ce projet de loi, et encore. En revanche, nombre de militants et de responsables syndicaux à tous les niveaux ont ouvertement applaudi ce projet et « *s'organisent pour garantir que cette loi soit mise en œuvre* », comme le dit un ancien dirigeant syndical de Caroline du Sud.

Parmi les seize points du *Workplace Democracy Act*, relevons :

- possibilité pour les syndicats de s'implanter dans une entreprise si la majorité des salariés signent pour cela, sans passer par le référendum dans l'entreprise, ce qui permet au NLRB de donner sa certification à un syndicat ;
- interdiction aux entreprises de s'opposer à la formation d'un syndicat en refusant de signer un premier accord contractuel ;
- suppression du « *droit à travailler pour un salaire moindre* » qui a permis à 28 États d'adopter des lois qui entravent considérablement les efforts des syndicats pour organiser les travailleurs ;
- interdiction aux patrons de classer des salariés comme « *auto-entrepreneurs* » ou comme « *superviseurs* » afin de ne pas payer leurs heures supplémentaires et de les exploiter sans pitié ;
- reconnaissance du droit de grève pour les fonctionnaires fédéraux ;
- interdiction à l'administration fédérale de passer des contrats avec des entreprises qui versent des salaires de misère, externalisent leurs emplois à l'étranger, ont recours à des pratiques antisyndicales, et accordent aux PDG des avantages exorbitants
- interdiction du remplacement permanent des travailleurs en grève ;
- préservation des retraites des travailleurs ;
- interdire la pratique des entreprises qui contraignent leurs salariés à participer à des réunions antisyndicales obligatoires sous peine de perdre leur emploi ;
- rétablissement du droit pour les syndicats de prendre la parole pour appeler clients et fournisseurs au boycott d'une entreprise qui interdit les syndicats.

Ces revendications correspondent à ce pour quoi le mouvement ouvrier n'a cessé de combattre, sans résultat, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Aucun responsable politique à ce jour ne les avait regroupées dans un plan d'ensemble, comme l'a fait Sanders. Mais cela pose la question à un million de dollars : comment ce *Workplace Democracy Act* pourra-t-il voir le jour ?

Sous la présidence du Démocrate Bill Clinton (1993-2001) a été signé le Nafta (3), accord de « *libre commerce* » anti-syndical, accélérant la destruction des emplois dans les entreprises où les syndicats existaient, remplacés par des emplois sous-payés ou par les délocalisations vers les maquiladoras de l'autre côté de la frontière mexicaine. Au début de la présidence

d'Obama (2009-2017), le Parti Démocrate contrôlait les deux chambres du Parlement. Obama avait mené campagne dans la *Rust Belt* (4) pour l'adoption du *Employee Free Choice Act* (propositions de loi concernant le droit du travail – EFCA) qui aurait donné aux syndicats la possibilité d'organiser les travailleurs au travers d'une simple campagne de signatures majoritaire. Mais sous la pression des barons de l'industrie et de la finance, qui contrôlent le Parti Démocrate comme le Parti Républicain, Obama a renoncé et on a laissé tomber l'EFCA comme une patate chaude.

Soyons clairs, il en sera de même pour le *Workplace Democracy Act*, quel que soit le candidat élu, Démocrate ou Républicain. Et il est certain que Bernie Sanders n'obtiendra pas l'investiture du Parti Démocrate pour 2020. L'appareil du parti, regroupé dans le *Democratic National Committee* (Comité national Démocrate – DNC), avait déjà truqué la primaire au détriment de Sanders en 2016 et il est à nouveau en train de le faire pour la primaire en cours. Il faut pour cela maintenir des super-délégués au deuxième tour afin de bloquer la nomination de Sanders, faire la promotion de la « *progressiste* » Elizabeth Warren afin d'affaiblir Sanders et de s'assurer que ceux qui veulent voter pour lui se rallient au courant principal de la politique du Parti Démocrate et aussi de modifier les règles de financement du parti pour tarir les ressources de financement indépendantes de Sanders.

La bureaucratie du Parti Démocrate a besoin que Bernie Sanders joue le rôle d'un bon chien de berger, chargé de ramener les électeurs issus de la classe ouvrière et de la jeunesse dans le giron du Parti Démocrate pour chasser Trump. Mais c'est tout. Et Sanders a accepté de jouer leur jeu, en respectant leurs règles. Il s'est engagé – comme il l'a fait auprès d'Hillary Clinton en 2016 – à soutenir le candidat qui « *gagnera* » la nomination comme candidat du Parti Démocrate, quel qu'il soit, que ce soit Joe Biden, Elizabeth Warren ou un autre. Il a également accepté d'abandonner la campagne de financement autonome de son courant *Notre Révolution*. En un mot, Sanders a tout fait pour montrer qu'en dépit de son étiquette « *indépendante* » et « *socialiste* » c'est un Démocrate loyal, c'est-à-dire un partisan loyal de l'un des deux partis jumeaux des patrons.

(à suivre)

(3) North America Free Trade Agreement : accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis.

(4) « *Ceinture de rouille* » : région du nord-est des États-Unis qui reste la principale région industrielle, malgré les fermetures, liquidations et restructurations subies.

(5) « *Le Gouverneur Floyd B. Olson décrète la loi martiale lors de la grève générale d'août 1934 menée par le syndicat des Teamsters à Minneapolis. Il déploya les 4 000 gardes nationaux à sa disposition. Les piquets de grèves furent interdits et des camions conduits par des « jaunes » (auxquels on avait donné des laissez-passer militaires) rouleront à nouveau. Voyant cela comme une tentative de briser la grève, le syndicat exigea que tous les laissez-passer fussent annulés et, défiant la loi martiale, les travailleurs jureront de retourner aux piquets de grève le 1^{er} août* » (ref. *Teamsters' union website*)